

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[CollectionBoite_011 | Ouvriers. XIXe siècle](#)[CollectionBoite_011-7-chem | \[sans titre\]](#)[Item\[A. de Molènes\]. De la liberté individuelle des pauvres gens | La surveillance des insensés](#)

[A. de Molènes]. De la liberté individuelle des pauvres gens | La surveillance des insensés

Auteur : Foucault, Michel

Présentation de la fiche

Coteb011_f0136

SourceBoite_011-7-chem | [sans titre]

LangueFrançais

TypeFicheLecture

Personnes citées[Molènes, Alexandre, de](#)

Références bibliographiques[Molène, De la Liberté individuelle des pauvres gens](#)

RelationNumérisation d'un manuscrit original consultable à la BnF, département des Manuscrits, cote NAF 28730

Références éditoriales

Éditeuréquipe FFL (projet ANR *Fiches de lecture de Michel Foucault*) ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle).

Droits

- Image : Avec l'autorisation des ayants droit de Michel Foucault. Tous droits réservés pour la réutilisation des images.
- Notice : équipe FFL ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Notice créée par [équipe FFL](#) Notice créée le 29/04/2020 Dernière modification le 23/04/2021

[de Molière]

Des libertés individuelles.
des hommes.
(1829)

La surveillance des individus.

Le seul texte, cette loi d'Avril 90 (1821-1823, n°6) qui "confie à la vigilance et à l'autorité du corps municipal, le soin d'observer ou de remédier à un éventuel fait qui pourrait être occasionné par les individus ou les juristes, les libertés."

Au lieu de tout, l'adm. a surtout le droit de prendre
quelques mesures urgentes et momentanées (la mise en
d'arrêt, l'interdiction de séjour). Au lieu de tout, l'adm.
"mouvements de cette loi le droit de prononcer de
sa prison perpétuelle, etc. etc."

origine de la loi :

- "Est-il possible de supposer que le législateur
ait voulu donner un pouvoir aussi énorme à
l'autorité administrative? Le droit de faire emprisonner
sans mandat de justice et de tout de même
être l'objet d'une telle inhumanité?" (15)

- Mais du fait de la loi, une loi sur la mise en
contre les juristes. L'art 64 du C.P. dit que l'on
ne peut être l'objet de poursuites: on ne peut se prononcer
à son égard aucune mesure d'emprisonnement. Le C.C.
(1890 et 1891) prévoit l'interdiction, mais pas l'emprisonnement!
On voit les incohérences actuelles ou sont en cours.



C/2^e le point de choix de la rectitude

1/ si le lou est pauvre, et que il est devenu plus riche :

on lui est resté en lou. On le paie, sans tenir compte de l'article 64. On le met en prison. Puis au cours de l'information, on découvre la folie, on le fait relâcher. A ce moment-là, on demande le sursis. Mais on s'adresse au préfet et lui demande de le placer à l'asile de nuit (bien que le préfet n'est pas le seul détenteur de la responsabilité). Si il n'y a pas de place, il reste en prison.

On ne peut pas se plaindre : "si l'on n'a pas ruiné l'État qui n'est pas, on n'a rien que d'être à la merci".

2/ si le lou est riche, et est placé à sa fortune "sans être muni de tout de suite, sans être gelé d'intérêt" (biens), sans le maintien de sa vie.

"L'argent qui lui fait tout de chose, lui fait que toutes les difficultés disparaissent ; et l'on est sûr de trouver place pour un lou qui paie. Mais la facilité n'est que place ne lui que rendre + sans le danger de l'abus".

et 13-27.